

Blocus étudiants pour Gaza: LFI souhaite que le mouvement «prenne de l'ampleur»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 19 minutes

Manuel Bompard, leader de La France Insoumise, et Rima Hassan, militante franco-palestinienne, ont appelé à une poursuite des mobilisations et à un «soulèvement» pour mettre un terme au «drame humain qui se joue à Gaza». Ils ont notamment affirmé leur soutien aux mobilisations étudiantes dans les universités.

Le leader de La France insoumise, Manuel Bompard, a souhaité lundi que les mobilisations pour Gaza «prennent de l'ampleur» dans les universités et ailleurs, tandis que sa candidate aux européennes Rima Hassan a dit «assumer totalement» son appel au «soulèvement». «Je souhaite que prennent de l'ampleur toutes les mobilisations qui vont permettre de faire pression sur le pouvoir en place», afin que le «drame humain qui se joue à Gaza s'arrête le plus rapidement possible», a déclaré M. Bompard sur Public Sénat.

Le coordinateur du parti de gauche radicale a apporté en particulier son soutien aux mobilisations récentes dans les universités, affirmant que «les étudiants ne sont pas manipulés ni instrumentalisés». Des élus et candidats LFI participent cependant à ces rassemblements, à l'image de Mme Hassan présente vendredi à Sciences Po, où elle a appelé au «soulèvement». Un terme qu'elle «assume totalement», a-t-elle confirmé sur France 2, renvoyant à «la définition du Larousse» d'un «mouvement collectif et massif». «Je sais précisément à quoi je fais référence», a insisté la militante franco-palestinienne, qui a elle aussi appelé «à une mobilisation pas que dans les facs (mais) dans toute la France».

«Volonté de faire taire»

Convoquée par la police mardi pour «apologie du terrorisme», Mme Hassan a déploré «une criminalisation des voix qui s'expriment sur la question palestinienne», tout en reconnaissant que «les enquêteurs font simplement leur travail» après les «recours abusifs» d'organisations pro-israéliennes. Moins nuancé, M. Bompard a dénoncé «une volonté de faire taire» de la part «du pouvoir politique en place», à travers «la décision d'un procureur (qui) n'est pas une autorité indépendante». Il s'en est également pris à la miniprout de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, qui a annoncé une plainte contre le fondateur de LFI, Jean-Luc Mélenprout, pour des propos comparant un proutident d'université au criminel de guerre nazi Adolf Eichmann.

«Elle ferait mieux de s'occuper de l'état de nos universités, plutôt que d'amuser la galerie en déposant des plaintes ridicules (et) loufoques», a réagi M. Bompard, estimant qu'«il n'y a aucune injure publique» dans les déclarations de son mentor. M. Mélenprout a lui aussi contre-attaqué sur le réseau social X, accusant la ministère d'une «diversion sans objet pour faire parler (d'elle) et faire oublier le crime que nous combattons: le génocide des Palestiniens».

La rédaction vous conseille

- **Annulation de la conférence de LFI par l'université de Lille: «Cette interdiction est scandaleuse», s'émeut Bompard**
- **Le «stratège» Manuel Bompard en lice pour succéder à Jean-Luc Mélenprout**
- **Prises à leur propre piège, les universités américaines ont toutes les difficultés à reprendre le contrôle de leurs campus**

Sujets

Manuel Bompard LFI Palestine